

Les monnaies complémentaires, outil de régulation territoriale, pour une coresponsabilité des acteurs économiques

Pascale DELILLE*

Nous sommes dans une société qui se restreint, qui voit la qualité de vie de ses membres diminuer, en offrant de moins en moins d'espaces d'expression sociale, ce qui fait exploser les pathologies individuelles. Le système monétaire international introduit une rareté artificielle du fait de son fonctionnement, en provoquant une concentration mécanique des richesses (par l'intermédiaire du mécanisme des intérêts) au bénéfice d'un petit nombre et appauvrit la majorité de la population (Kennedy). L'Europe et l'Amérique du Nord sont en surproduction (ou en capacité de l'être), avec des individus surqualifiés et pourtant le nombre d'individus qui ne peuvent même pas assurer leurs besoins vitaux (logements, nourriture...) ne cesse d'augmenter. La souffrance sociale et la précarisation générale de la société induit un état de guerre économique permanent. Les solidarités sont beaucoup plus difficiles à maintenir et la coopération est mise à mal. La responsabilité sociale est reléguée au second plan à cause de la compétition permanente. Le développement durable est à la mode et nous surenchérissons pour le respect de la nature et de l'environnement mais la durabilité oublie trop souvent le genre humain : les individus atomisés, deviennent de plus en plus des variables d'ajustement précaires, dans une insécurité sociale grandissante, sur les ruines des anciennes formes de solidarités et de cohésion sociales. Nos modes de vie individualiste sont tout sauf durables : de plus en plus d'individus vivent seul, consommant pour leur seul usage ce qui était avant partagé au sein d'une famille (voiture, électroménager, chauffage, etc.). Si jamais les chinois se mettent à vivre comme nous, la terre ne pourra pas le supporter longtemps. Créer de nouveaux réseaux solidaires ainsi que des nouvelles formes de mutualisations et de coopération, devient un enjeu majeur du développement durable, pour faire un premier pas vers des modes de vie plus sobres, plus participatifs et durables.

Le travail salarié est en voie de raréfaction comme forme d'expression et d'obtention de reconnaissance sociale monétaire. Mais nous tardons à inventer de nouveaux moyens de participation et d'inclusion sociale, qui créeraient un lien d'interdépendance et de coresponsabilité entre les individus et la société (Plassard) : c'est ici que les monnaies sociales, locales ou sectorielles, ouvrent des possibilités, en tant qu'outils complémentaires. Mais nous sommes culturellement très attachés au modèle unique et prépondérant, qui exclut de fait les autres hypothèses et qui est remplacé en bloc par un autre lorsqu'il ne donne pas toute satisfaction. Nous avons du mal à penser en multipolarités ou pour le moins, en termes d'équilibre de couples d'opposés, pour créer une nouvelle dynamique sociale.

1. Qu'est-ce qu'un monnaie complémentaire? :

Les systèmes de monnaies complémentaires, sont de puissants outils de reliance, qui viennent irriguer un cercle vertueux d'implication durable et responsable des différentes parties prenantes (l'ensemble des utilisateurs) sur un même territoire (Monnaies locales) ou dans un même secteur (Monnaies sectorielles). Ils créent une nouvelle marge de manœuvre en augmentant la capacité de rencontre des offres et des demandes et en participant modestement à la solvabilisation des besoins. S'ils permettent de valoriser des compétences et services locaux, ils démultiplient ainsi le pouvoir d'achat de la population qui les utilise.

* Pascale Delille a été animatrice du SEL de Paris pendant plusieurs années, puis porte parole de la coordination InterSEL Ile de France. Elle a fait partie du comité de pilotage du chantier Monnaies sociales de l'alliance 21, a participé à l'étude de faisabilité du projet SOL, a animé plusieurs ateliers sur le thème des monnaies sociales aux journées *Globaliser la solidarité* (Québec 2001), au forum social mondial de Porto Alegre (2002,2003,2005), etc. Elle est actuellement consultante-formatrice au sein de la coopérative TUKKI et de l'association SYNSOL.

L'ESS face à ses responsabilités

Ils augmentent, certes, la consommation mais d'abord une consommation de services, ce qui a donc une action positive sur le lien social mais reste compatible avec une pratique de décroissance soutenable.

Ils favorisent un remaillage local: les entreprises communiquent sur leurs valeurs et fidélisent leurs clients, qui donnent du sens à leur consommation tout en ayant parfois des avantages commerciaux (si le circuit pratique aussi un système BONUS). Les pouvoirs publics peuvent participer à ce cercle vertueux en affectant une partie de cette monnaie au profit des populations les plus précaires, pour les soutenir dans leur consommation de façon non discriminante, mais aussi par l'utilisation des clauses sociales dans les marchés publics, pour acheter les productions issues de ces circuits, afin que l'achat public se mette au service de la lutte contre l'exclusion.

Quant aux banques du temps et autres systèmes d'échanges, ils permettent à des populations économiquement fragiles voire en situation d'exclusion, de se construire un mode d'expression social et économique, favorisant ainsi le maintien de la dignité, par une démarche volontaire et participative.

Des liens sont créés par des échanges entre acteurs qui n'avaient aucunes pratiques relationnelles antérieures, ce qui favorise la mixité sociale.

Bernard Lietaer a été le premier à parler de monnaies complémentaires, en s'inspirant du Taoïsme et en comparant le système monétaire international à un système yang, centralisé, hégémonique grâce au taux d'intérêt qui favorise les stratégies individuelles et qui induit compétition et exclusion, colonialisme dans le sens ou, peu à peu, tous les services auparavant publics et tous les aspects de la vie tombent dans une logique de rentabilité financière (qui aurait cru au siècle dernier qu'il nous faudrait payer pour consommer de l'eau, pour racheter périodiquement des graines qui ont été préalablement stérilisées, pour rencontrer l'âme sœur dans des espaces ad hoc, etc.) Même les états se privatisent car ce sont surtout des capitaux privés qui détiennent les titres financiers du Trésor public. Ce système finit même par assécher l'économie réelle puisque spéculer avec des produits virtuels devient plus rentable.

Lietaer présente les monnaies complémentaires comme des outils de type yin, qui viennent pallier les effets nocifs du précédent système, en permettant une inclusion la plus large possible, de façon coopérative et équitable. Aucun intérêt n'est attaché à leur usage (pas de réserve de valeur : SEL, LETS, Tauschring, Banque du temps, etc.) voire l'intérêt est négatif : monnaie fondante dans le temps, ce qui stimule sa circulation et décourage sa thésaurisation (REGIO, Chiemgauer, Rolland, etc.).

Leur forme d'organisation souple et décentralisée, pour œuvrer dans la proximité, correspond à un modèle horizontal de travail en réseaux, qui fait rupture avec les formes pyramidales des hiérarchies patriarcales.

On peut bien sur envisager toutes les combinaisons possibles à partir de ces 2 pôles. Un système centralisé avec intérêts peut être moins délétère que celui que nous avons et un système sans réserve de valeur peut être plus sécurisé et couvrir plus de champs que celui des SEL.

"Les civilisations traditionnelles orientales ont toujours reconnu les paradoxes et les polarités inhérents à ce qui est vivant. Les opposés s'équilibrent l'un l'autre – un signe de haute culture. L'unidimensionnalité, bien qu'elle donne de l'élan, est une marque de barbarisme" (Carl Gustav Jung)

Jung soutenait aussi que le destin de l'humanité dépendrait de la masse critique d'individus qui auront su, d'abord en eux-même avant de pouvoir le créer et l'incarner à l'extérieur, réconcilier et maintenir en conscience leurs propres couples d'opposés.

Une dynamique se crée forcément dans la tension d'un couple d'opposés ; le plus difficile étant la cohabitation pacifique, en évitant les comparaisons et les projections car les 2 systèmes ne peuvent pas remplir la même fonction et ne peuvent couvrir tous les champs à eux seuls.

Peut-être la plus grande résistance à l'expérimentation des monnaies complémentaires réside dans la peur de l'altérité (altérité féminine ?) et non pas dans un problème technique. Lorsque suffisamment d'individus auront dépassé leurs réflexes sécuritaires et égoïstes (car une monnaie yin ne peut pas se contrôler a priori, elle ne peut que s'expérimenter) l'extension de ces expériences sera facilitée.

L'ESS face à ses responsabilités

2 .Transformation personnelle/transformation sociale : être et s'engager plutôt que paraître et avoir

Et pourtant le monde bouge et la nouvelle génération s'est émancipée du mythe de la réalisation sociale par la carrière et le surinvestissement professionnel. Une partie croissante de la population occidentale s'oriente vers un relatif hors jeu social, victime du chômage parfois mais, à terme, apprenant à fonctionner sur un mode en rupture avec les clichés sur la socialisation et la participation au banquet de la grande consommation [cf. les films de Pierre Carles : *Attention, Danger travail* (2003) et *Volem rien foutre al païs*, (2007)].

Les dernières tendances émergentes sont à la décroissance, à la diminution de la consommation, à l'émancipation par rapport aux contraintes habituelles du travail salarié, pour s'investir dans de nouvelles formes de socialisation qui créent du lien.

Quant au temps libéré, on est passé de l'épanouissement égocentré et identitaire des années 80, déployé dans une sphère strictement privée, aux pratiques de développement personnel, qui aident les individus à avoir une meilleure conscience d'eux-mêmes, pour mieux les renvoyer face à leurs responsabilités vis à vis des autres et de la société, en les ouvrant à de nouvelles formes d'implications sociales, au profit de l'intérêt général (Ray et Anderson 1998, JP Worms 2007).

Une enquête sur la population française, publiée en février 2007, fait état d'un nombre déjà important et croissant de personnes qui se définissent, entre autre, par leurs croyances dans une nécessité de transformation personnelle et d'actualisation de leurs valeurs au quotidien, comme préalable à toute transformation sociale : le postulat est que le monde ne se transformera que lorsqu'une masse critique suffisante de personnes tentant d'incarner des pratiques durables et solidaires, sera atteinte.

Ce nouveau courant socioculturel représenterait 17% de la population française. Une étude similaire a été faite aux USA en 1998 qui estimait à 23% la population américaine se reconnaissant dans ce processus.

Les sociologues américains à l'origine de l'étude avaient dénommé *Cultural creatives*, ces acteurs potentiels d'un changement de société.

Les caractéristiques des créatifs culturels français sont très proches de celles de l'étude américaine et se distinguent par :

- 1 la prise de distance par rapport au besoin de paraître et d'avoir et de ne se sentir exister que par sa consommation
- 2 l'intérêt pour le développement personnel, psycho-spirituel
- 3 l'implication sociétale (recherche d'activités qui ont du sens même si elles sont moins lucratives)
- 4 l'ouverture culturelle
- 5 le respect de l'environnement et l'intérêt pour les pratiques de santé naturelles
- 6 la reconnaissance de l'importance de la place des femmes dans la société

Ce courant, encore mal identifié par les politiques, les médias et les techniques marketings, recherche un mode de vie et de consommation respectueux et durable et se tourne naturellement vers les produits et services de l'économie solidaire et de la production biologique. Sans doute, sont-ils les premiers à investir ces nouveaux outils que représentent les monnaies complémentaires et qui semblent parfaitement adaptés à leurs préoccupations. Par ailleurs, l'enquête française fait état de 21% d'*alter-créatifs* qui ont les mêmes valeurs que les *créatifs culturels*, mais qui cherchent encore à l'extérieur des solutions, sans faire de liens avec le processus de développement de leur propre conscience ; ce qui fait donc 21+17= 38% de la population française potentiellement mobilisable autour des valeurs et des pratiques de l'économie sociale et solidaire. Nous sommes donc en présence d'un potentiel de transformation social susceptible de générer un changement en rupture complète avec les comportements égocentriques, superficiels et consuméristes qui ont prévalu jusque là.

L'ESS face à ses responsabilités

3. Questionner nos grilles de lecture et nos systèmes de quantification :

Ce n'est pas un système économique ou sociopolitique qui va nous sauver de l'issue fatale probable de notre Titanic économique. Un système socio-économique est habité par des individus et sa finalité ne peut pas être supérieure au niveau de conscience des humains qui l'investissent. Une solution parfaite sera rapidement ramenée au niveau des croyances de la majorité de ses utilisateurs. Si on continue de croire qu'il n'y a pas de place, pas assez d'argent, pas assez d'amour pour tout le monde, on va reproduire des phénomènes de compétition, de captation, d'accumulation, etc. On peut constater ce phénomène dans les SEL, bien qu'il soit évident que la création monétaire est inépuisable, puisqu'elle n'est qu'un marqueur-mémoire de l'échange effectivement réalisé. Pourtant nous retrouvons de la fétichisation des signes monétaires avec des thésaurisations, des emportements passionnels dans l'évaluation des échanges et sur la question des impôts pour alimenter le compte collectif, etc.

Il paraît donc urgent et nécessaire de travailler sur nos failles et nos souffrances personnelles pour ne pas venir polluer des pratiques sociales émergentes avec nos anciens schémas.

Remplacer la compétition par la coopération suppose un certain degré d'ouverture et de confiance en soi et d'avoir su récupérer nos projections pour ne pas tenter de les retrouver sous forme d'ombres chez les autres.

Recréer des espaces de débats publics, à l'heure où les médias n'apportent qu'un faible éclairage sur l'origine et la lisibilité des choix politico-socio-économiques, permettrait aux individus isolés par leur exclusion sociale ou leur surinvestissement professionnel, de contempler la finalité du projet de société qu'ils sont en train de servir, par leur activité, leur comportement, leur mode de consommation, les croyances qu'ils ont peu à peu assimilées et qu'ils retransmettent... Ces temps de concertations permettraient aussi de soumettre à l'intelligence collective les indicateurs qui sont censés nous donner un éclairage sur l'état de santé de la société: taux de chômage, taux de croissance, pouvoir d'achats (qui progresse d'après les chiffres alors que la majorité de la population partage la perception inverse et que le taux de surendettement des ménages ne cesse de croître). Il paraît désormais nécessaire de prendre du recul, pour comprendre que derrière toute mise en chiffre, il y a une hypothèse préalable, une certaine vision de la société. On a oublié que ces chiffres ont été choisis parmi d'autres possibilités mathématiques, pour exprimer et venir corroborer des choix sociopolitiques. « L'ordre social ne vient pas de la nature, il est fondé sur des conventions » nous dit J-J. Rousseau. Ainsi il n'y a aucune naturalité dans l'expression quantifiée de nos phénomènes sociaux et il est temps de restituer les corps d'hypothèses ou choix délibérés qui sous-tendent ces irréfutables démonstrations mathématiques, pour les soumettre au débat public (Viveret, Warring).

4. Une autre valorisation des temps sociaux est possible :

Le temps officiellement valorisé est le temps de travail à travers le salaire horaire

Ce temps de travail est considéré comme un temps sain, voire nécessaire à l'épanouissement de l'être humain alors que le temps libre est encore trop souvent coloré par la notion d'oisiveté, « mère de tous les vices » ; si en plus, il donne lieu à des activités de développement personnel, la suspicion de perversion sociale augmente. Il est très possible que les difficultés d'application des trente cinq heures soient enracinées dans ces croyances

Les chômeurs trop longtemps absents du monde du travail sont toujours suspectés de difficultés de socialisation à terme, car le travail est indiscutablement considéré comme la principale forme d'expression sociale alors que cette conception du travail ne date que de deux siècles. (Méda)

Dans l'antiquité, le travail était l'affaire des esclaves et dans l'ancien régime, seul le peuple travaillait au sens où nous l'entendons maintenant alors que l'aristocratie occupait l'espace public. Il ne serait donc pas absurde d'imaginer une sorte de rente citoyenne (certes, le revenu d'existence a déjà été beaucoup discuté) qui permettrait de valoriser du temps d'implication sociale, du bénévolat associatif, etc. Les monnaies locales sont sans doute toutes indiquées pour cet usage à condition que leur cercle d'acceptation soit suffisamment largement établi. Mais là, nous nous heurtons à un autre préjugé : nous sommes nombreux à partager la croyance que seul l'acte gratuit est noble, dans une optique caritative judéo-chrétienne, et que

L'ESS face à ses responsabilités

ce qui tombe dans le domaine marchand se pervertit : la valorisation quantifiée du bénévolat serait assimilée à une démarche dégradante alors que le but poursuivi est la possibilité de donner une valeur d'échange (ou de mutualisation) à de l'activité jusqu'alors reléguée à la sphère privée ou à des choix personnels, alors qu'elle produit une vraie plus value sociale. Il y a effectivement un nivellement dévalorisant du à la marchandisation généralisée de tous les aspects de la vie, qui nécessite justement de nouveaux outils de quali/quantification, comme indicateurs assurant une visibilité à des temps sociaux jusqu' alors ignorés.

La vraie question se pose sur la lisibilité et la valorisation de la pluriactivité : comment donner une reconnaissance sociale, voire une expression économique à l'activité d'utilité sociale ou transgénérationnelle (bénévolat associatif, activités liées à la petite enfance ou aux personnes âgées, entraide, transferts de savoirs, etc.) et comment l'articuler avec l'activité professionnelle.

Depuis longtemps, dans les SEL , la pluriactivité est reconnue, construite sur l'organisation de la lisibilité de la multi-compétence (catalogue des offres et demandes, sites internet , listes de diffusion, réunion des participants lors de bourses d'échanges).

5. Qu'est-ce qui est quantifié dans un SEL ?

La plupart des systèmes d'échanges fonctionnent en crédit mutuel : c'est à dire que le crédit de l'offreur de service se crée à chaque transaction (inversement proportionnel au débit du bénéficiaire) selon le temps passé. Il s'agit d'un parti pris de valoriser à l'identique tous les temps de vie échangés quel que soit le service rendu mais dans les SEL, cette convention de départ sert de référence et tout le monde la connaît .C'est un choix qui se place à l'origine du système mais qui n'est pas obligatoire, des écarts et des adaptations sont tolérés par l'usage et des remises en questions viennent régulièrement alimenté le débat sur la pertinence de ce système de régulation qui, bien sur, a ses limites. Ce système n'est probablement pas généralisable, il sert de base à une réinitialisation du mode de valorisation dominant mais tire sa dynamique d'un antagonisme avec ce dernier, en permettant d'inclure des activités considérées comme non rentables et des besoins non solvables.

6. Une limite des systèmes d'échanges et des monnaies complémentaires : les risques de saturation par erreur de régulation

Si notre système monétaire officiel maintient structurellement une rareté artificielle qui assèche la sphère socio-économique, les systèmes complémentaires peuvent facilement se saturer par inondation du réseau en signes monétaires. La juste irrigation est un art difficile.

La monnaie des SEL permet de valoriser toute activité entre au moins deux individus qui correspond à la rencontre d'une offre et d'un besoin. L'émission de la monnaie se fait automatiquement par la création d'un différentiel égal à zéro, entre les deux protagonistes de l'échange, en fonction du temps passé (nombre de minutes) dont le montant vient créditer et débiter respectivement, celui qui offre et celui qui reçoit. Les SEL offrent un espace de valorisation ininterrompu, dans lequel la monnaie ne peut jamais faire défaut, puisque sa création est décentralisée et générée au plus près de l'activité réelle.

Il s'agit donc bien de systèmes complémentaires au système monétaire officiel parce fonctionnant sur une logique différente : la monnaie devient ici un simple indicateur de flux d'activités tout en permettant la réciprocité différée de l'échange, dans le temps et dans le groupe.

Le risque majeur de la plupart de ces nouveaux systèmes est la dérégulation par surabondance.

Le piège le plus classique qui a détruit de nombreux LETS (Demeulenaere) consiste à émettre des unités d'échange pour valoriser l'implication des bénévoles qui font fonctionner l'association, c'est à dire la tentation d'émettre ex nihilo de la monnaie sans contrepartie: le système se lance dans la création monétaire et par répercussion, fait augmenter l'ensemble des comptes de ses membres. Si le processus se prolonge trop longtemps, de plus en plus de comptes se retrouvent en soldes excessivement positifs et leurs détenteurs ne trouvent plus suffisamment de débouchés, ce qui finit par décrédibiliser tout le

L'ESS face à ses responsabilités

système. L'usage des unités d'échanges devient peu à peu secondaire, un peu folklorique et le groupe se met à fonctionner par cercles affinitaires et proximité affective.

Les symptômes de surémission se manifestent par une lente dégradation de l'offre de services ou de produits des personnes les plus dynamiques qui ont atteint leur seuil de saturation. De fait, la majorité des personnes qui restent dans le SEL ont des comptes positifs et sont en attentes pour dépenser leurs unités (et refusent souvent d'en gagner plus). On fait la confusion avec l'abondance réelle (des connaissances, savoirs faire, disponibilité, etc.) et l'abondance de l'outil censé lui donner son expression et sa visibilité. Il y a crise de confiance dans le système lorsque l'unité de quantification est excessive par rapport à la vitesse de réalisation des échanges et à la possibilité d'absorption du système (cf. la crise du Credito argentin).

Les causes de saturation du système, qui ont été identifiées dans les SEL français sont les suivantes (Delille, Quentin) :

*Risque de paralysie du système :*Création ex nihilo :

- La création volontaire d'unité d'échanges (ex nihilo et sans compensation) à l'occasion d'une grande manifestation (ex : Intersel de Salvagnac 1999) ou « cadeau » de bienvenue pour les nouveaux adhérents, (par exemple, 500 Unités pour tous les nouveaux arrivants, pratiqué pendant 2ans au SEL de Paris).
- Les frais de fonctionnement du SEL assurés à partir d'un puits sans fond (sans prélèvements compensatoires répartis sur l'ensemble des comptes des membres)

Déséquilibre des échanges entre SEL de taille différente :

- Le déséquilibre des comptes InterSEL (entre un SEL avec beaucoup d'adhérents, donc beaucoup d'offres et beaucoup d'activités) et des SEL plus petits (Paris et banlieue, par exemple). Les petites structures viennent dépenser leurs unités dans le grand SEL et les unités d'échanges se convertissent aussitôt en unités endogènes et déséquilibrent la balance des comptes.

Départ d'adhérents en solde négatif :

- Les départs du SEL de personnes ayant un solde négatif s'il est nettement supérieur au départ d'adhérents à solde positifs.

Les solutions possibles :

Cinq ont déjà été expérimentées avec succès

Imposition

- Etablir une contribution directe (forme d'imposition systématique de tous les comptes actifs), également répartie entre tous les sélistes, supérieure ou égale aux frais de fonctionnement (ex : mutualisation des coûts de fonctionnement en temps pratiquée au SEL de Paris et votée en AG)
- Installer une monnaie fondante sur tous les comptes positifs (par exemple, fonte de 1% par mois sur tous les comptes positifs, au bénéfice du compte du SEL)
- Développer des services collectifs ou des activités et demander systématiquement une participation en unités aux adhérents (fêtes, activités culturelles, etc.)

Ces 3 mesures peuvent être préventives et elles deviennent un moyen d'alimenter le compte du SEL ou curatives si le SEL est déjà en voie de saturation et dans ce cas, les unités ainsi prélevées doivent être détruites.

Dissuasion par la caution

- Demander une caution en euros pour les nouveaux adhérents afin de les responsabiliser et d'éviter les départs du SELs en soldes négatifs (En cas de départ du SEL en négatif, les euros servent à acheter des produits de première nécessité (céréales, huiles...etc.) qui sont proposés en unités aux

L'ESS face à ses responsabilités

- adhérents, ces unités servants à combler le déficit (sans résoudre de le problème de l'accroissement de la masse monétaire circulante)
- Etablir des Mécanisme de coresponsabilité : toute personne ayant bénéficié d'unités de personnes ayant quitté le SEL avec un débit peut se voir retirer une partie de ses unités (au maximum 50%, pratiqué par SELAVIE 24).
 - Obtenir des bons de réductions de la part de certains distributeurs (Un autre commerce est possible : produits biologiques, produits de récupération, produits équitables, etc.) offerts en échange d'une démarche promotionnelle à l'intérieur de l'association et par l'intermédiaire de ses outils de communication, puis échanger ces bons de réductions contre des unités d'échanges, (Noppes d'Amsterdam).

La régulation sociale par les monnaies complémentaires :

Une des fonctions des unités d'échanges est de servir de mémoire à l'échange et de garantir sa réciprocité, en la différant dans le groupe et dans le temps. Ce système d'échange devient l'outil de régulation des rapports entre les membres et il matérialise le pacte social qui est contracté à l'adhésion ; il permet de faire des échanges en situation affective la plus proche de la neutralité et non plus de rendre service parce que la personne est sympathique. C'est la différence entre une société organisée et une « bande de copains » : on n'est pas obligé d'aimer tout le monde pour faire partie de l'association, ni d'avoir la foi dans un mécanisme de réciprocité universelle. La réciprocité est organisée par les unités d'échanges de la façon la plus égalitaire possible (valorisation identique du temps de vie de chacun) Nous sommes donc très loin de ce qu'est devenue la monnaie dans nos sociétés même si nous sommes obligés d'employer le même vocabulaire (qui prête à confusions) pour parler de l'organisation.

Les membres du SEL de Paris ont voté en AG (après certes, un débat houleux), des règles de gestion pour alimenter le compte du SEL, qui permet de valoriser les membres qui travaillent pour l'ensemble de l'association. Un prélèvement régulier a été décidé sur l'ensemble des comptes, permettant ainsi une expérimentation directe de la co-construction de l'intérêt collectif par l'intermédiaire d'un mécanisme d'imposition, en assemblée délibérative.

Ces pratiques des SEL rejoignent celles des budgets participatifs mairies/administrés, quand à l'élaboration participative de règles de gestions monétaires locales (Genro/de Souza, 1998) et ont abouti dans les deux cas, à des prises de décisions sur des modes de régulations (niveau et périodicité des contributions individuelles pour valoriser de l'activité à finalité collective dans les SEL et pondération des projets présentés par les différents groupes, en fonction des objectifs généraux, dans les budgets participatifs).

7. Relocaliser le contrat social avec les monnaies complémentaires ou Comment passer d'une logique verticale de financeurs/financés à un réseau de partenaires:

Créer sa propre monnaie permet à une communauté de prendre ses responsabilités et de se donner ses propres valeurs, dans une démarche d'autonomie et d'émancipation. En effet, seule la maîtrise du financement permet l'autodétermination du groupe et l'autonomie des projets. Si les décisions et les moyens d'action se situent en d'autres lieux, le débat public s'apparente bientôt à un folklore démocratique stérile.

Un circuit en monnaie locale peut faire office de couveuse d'activités, offrant aux acteurs un espace d'élaboration autonome et d'auto-détermination pour développer leur propre projet.

L'entrée dans cet espace engage la responsabilité de toutes les parties prenantes et il y a nécessité de débats et d'adaptation à l'objectif commun; on passe d'un rapport de subordination (assistance/justification) à un rapport P2P (peer to peer) plus horizontal, dans lequel les pouvoirs publics ou les aides au développement international, deviennent aussi des partenaires et doivent défendre leurs points de vue, de façon participative.

L'ESS face à ses responsabilités

Exemple de nouveaux rapports NORD-SUD avec synergies entre finances solidaires et monnaies complémentaires : Banco PALMAS (Fortaleza , Brésil), une monnaie de développement local (Genauto de França Filho)

S'enracinant dans les territoires, les monnaies complémentaires semblent appelées à s'articuler avec les outils de la finance solidaire, pour ancrer la richesse créée dans le territoire et empêcher sa fuite vers les produits à bas prix de l'économie mondialisée. En effet, l'argent officiel qu'on injecte sur un territoire, est très vite « aspiré » hors du circuit local, souvent après sa première utilisation et ne profite donc pas au développement local (Glover : Ithaca hours)

L'exemple de Banco Palmas (Fortaleza, Brésil) propose un mécanisme innovant, conçu par l'ONG Strohaln, pour éviter cet effet :

Le projet de construction d'une école dans un des quartiers les plus pauvres de Fortaleza, Conjunto Palmeira a permis de mobiliser les capacités locales inexploitées : la somme d'argent fournie par une ONG hollandaise ICCO a été « clonée » en monnaie locale, le palmas, qui a permis de financer des produits et services locaux techniques des monnaies affectées (comme les Chèques-déjeuners, par exemple) avec émission de monnaie locale au prorata de la quantité de monnaie officielle et cautionnée par cette dernière, dans une organisation digne de confiance). Des commerçants sont rentrés dans ce cercle d'échange en acceptant des paiements partiels pour leurs produits, en monnaie locale. Pour eux, il s'agissait d'encourager le développement local de leur quartier par une pratique solidaire. Leur vitrine portait un autocollant « Ici, on accepte la monnaie locale », ce qui leur amenait également de nouveaux clients.

Avec l'argent officiel ainsi préservé, des micro crédits ont été octroyés pour démarrer ou développer des activités locales ; au total, le quartier a pu bénéficier de l'école construite (qui n'a utilisée directement que 30% de la somme allouée), d'emplois locaux, d'utilisation de biens et services de proximité et de dynamisation/développement de l'économie locale : l'ONG Strohaln a ainsi conçu une méthode qui optimise au maximum les fonds d'aide au développement , tout en laissant une part importante de leur gestion à la communauté bénéficiaire (en dehors de son objet d'affectation première comme la construction de l'école, dans ce cas précis)

Epargne solidaire et monnaie dédiée :

D'autres mécanismes complémentaires sont possibles : ainsi l'épargne solidaire thématique, qui permet aux épargnants de s'impliquer directement dans l'affectation de leur épargne sur un secteur particulier, fait d'eux de nouveaux acteurs financiers. Ces épargnants peuvent avoir en échange, en guise d'intérêt, un avoir sur la production qu'ils soutiennent et ceci grâce à une unité d'échange (système développé par la Banca ética, Italie).

La Jak bank, qui est une banque mutualiste scandinave, a développé aussi un système innovant de prêts sans intérêts, avec un système de remboursement et d'épargne en unités internes à la mutuelle.

LE CHIEMGAUER (Region de Prien en Bavière) : une monnaie au pilotage participatif

Cette monnaie papier qui circule en Bavière depuis le début de ce millénaire soutient la vie associative et la production locale (production biologique, énergie renouvelable, etc.)

Elle stimule la coopération (circuits courts) entre les différents acteurs concernés par l'usage de cette monnaie (usagers, entreprises, distribution locale) Plus de 200 entreprises sont impliquées dans le circuit. Un Chiemgauer est égal à un euro et s'achète en euros : il s'agit donc d'une monnaie affectée (comme les Chèques-déjeuners).La création de la monnaie est centralisée dans une officine, puis est vendue à des associations sans but lucratif à raison de 100 Chiemgauer contre 97 euros ; ces associations revendent à leurs membres ou au grand public à raison de 100 chiemgauer contre 100 euros et gagnent ainsi des euros pour financer leurs propres activités. Les entreprises ou les commerces acceptent les Chiemgauer paritaires avec l'euro et les utilisent dans le cercle d'échange pour leurs propres affaires ou se les font

L'ESS face à ses responsabilités

rembourser au tarif de 100Chiemgauer pour 95 euros (ils compensent la taxe sur le remboursement par une augmentation de leur activité et un accroissement des ventes car l'utilisation de la monnaie locale entraîne celle de l'euro) les entreprises et commerces ont ainsi une augmentation de leur chiffre d'affaire en euros et ils sont les seuls à pouvoir se faire rembourser.

La monnaie est fondante, c'est à dire qu'elle perd régulièrement de sa valeur (2%) tous les 3 mois. La particularité de ce système réside dans le fait que les acteurs prennent peu à peu en main leur organisation : dans un des 3 principaux secteurs géographique, les entreprises organisent mensuellement une réunion d'orientation et d'informations entre les différentes parties prenantes (promoteurs, associations, entreprises, usagers...) ce qui permet de créer une convergence d'intérêt entre eux et de lancer des propositions de développement concertées.

Dans les 2 circuits développés ci-dessus, (les associations en Bavière dans le circuit du Chiemgauer et les acteurs collectifs ou isolés qui bénéficient d'un micro-crédit à Fortalezza), les activités émergentes bénéficient d'un terrain protégé pour se développer. En Bavière, cette confrontation régulière entre les acteurs se met progressivement en place et se généralise à d'autres régions.

8. Perspectives de développement des monnaies complémentaires en Europe :

Il paraît nécessaire que la circulation de ces nouvelles monnaies soit encadrée par des chartes de responsabilités sociales et environnementales partagées: ces chartes pourraient aussi faire l'objet de réévaluations régulières entre les entreprises, leurs clients, leurs salariés et les collectivités territoriales qui les hébergent, permettant ainsi la co-construction de préférences collectives, pouvant prévaloir lors de la mise en concurrence pour l'octroi des marchés publics. Cela préfigurerait la création d'espaces d'expression démocratique au service d'un renouvellement de la participation sociale des acteurs économiques (entreprises, consommateurs, services publics...). Ces lieux de débat public devraient permettre de faire circuler des informations sur les retombées sociales des choix économiques et pourraient devenir des espaces d'éducation à la consommation responsable et au respect de l'environnement. Il devient urgent de créer du débat public pour permettre aux différents acteurs d'avoir une meilleure perspective sur leurs habitudes de fonctionnement et leurs pratiques de consommation.

L'information sur la spécificité des modes de production permet l'éveil de la responsabilité individuelle des consommateurs, en favorisant une discrimination positive pour chaque acte d'achat. On peut espérer à terme, une réduction de la consommation irresponsable et une distance critique accrue avec les productions « bon marché » mais délétères pour la planète.

Conclusion

Les systèmes monétaires locaux représentent ainsi une solution complémentaire de financement du développement régional, avec des pratiques qui s'inscrivent dans le champ de l'économie sociale et solidaire. Ils ont un impact positif sur le lien social et le développement local. Ils permettent d'irriguer une économie de proximité, en orientant la consommation vers des productions locales, donnant corps au vieux précepte de développement durable qui préconise de produire le plus possible localement ce dont on a besoin localement. Ces systèmes peuvent créer un marché privilégié, de la production responsable à la consommation équitable de proximité, auto-justifié par un partage transparent d'informations et des choix participatifs, qui permettent de tenir à distance les produits à bas prix de l'économie mondialisée, à l'empreinte sociale et écologique, indécente pour le genre humain et insoutenable pour l'avenir de la planète.

Les monnaies locales et complémentaires ont un rôle à jouer dans la préservation de la biodiversité économique et la relocalisation d'une marge de manœuvre socioéconomique, à partager entre acteurs économiques, usagers/administrés et gouvernements locaux.

Elles apparaissent comme de possibles indicateurs de plus value-sociale et deviennent un outil de liaison et de co-construction pour les différents acteurs d'un même territoire ou d'un même secteur, en permettant de circonscrire la production et la consommation dans une communauté de valeurs.

L'ESS face à ses responsabilités

BIBLIOGRAPHIE :

Association pour la biodiversité culturelle, préface de JP Worms (2007) : *Les créatifs culturels en France*, Editions Yves Michel, Paris.

Bayon D., J. Blanc, I. Guérin, G. Malandrin, D. Vallat et J-M. Servet (dir.) (1999) *Une économie sans argent : les Systèmes d'Échange Local*. Ouvrage collectif, Paris, Le Seuil

Blanc J. (2000) *Les monnaies parallèles. Unité et diversité du fait monétaire*. Paris : L'Harmattan

Blanc J. (2005) *une monnaie sociale : SEL et économie solidaire* PUF de Reims

Blanc J. (juillet-août 1999) *Les monnaies parallèles, une composante normale des usages monétaires*, Transversales Sciences / Culture

Blanc J. et Servet J.M. (1999) *Les SEL : laboratoires d'une économie différente ?* Sciences Humaines, n°93

Blanc J., Servet J-M. (1999) " L'euro et les systèmes d'échange local. Problèmes de valeurs dans les sociétés cosmopolites ". In LEPAPE, Yann (ed.). *Monde ouvert, pensée nomade*. En l'honneur de Georges-Hubert de Radkowski. Paris : L'Harmattan (La philosophie en commun), pp. 91-114.

Blanc J., Servet J-M. (1999) « Les monnaies de SEL versus l'euro. L'ancrage citoyen des monnaies face au cosmopolitisme monétaire ». *La revue du MAUSS n° 13*, pp. 309-322.

Delille P., C. Whitaker, J. BLANC (dir.) (2006) "Le projet SOL: pour retrouver le sens des valeurs » in *Exclusions et Liens financiers*, ECONOMICA, Paris

Delille P., Quentin J.P. (2004) « Inflation ou surémissements d'unités dans les SEL » CR de l'INTERSEL de Libourne, site de SEL'idaire

DeMeulenaere, S. (2003), "Fixing System Imbalances". *Strohalm Foundation Help Desk for Local Currency Systems*.

Genauto de França Filho, Jeoa Torres Silva Junior (2005) « Une dynamique associative emblématique au Nord-Est Brésilien, » in J.L. Laville et al., *Action publique et économie solidaire*, Erès, Ramonville.

Genro, de Souza (1998), *Quand les habitants gèrent vraiment leurs ville*

Guérin I. et Vallat D. (1998) *Quand l'économie crée du lien social : le cas des Systèmes d'Échange Local*, PUF Paris

Kennedy M. (1996), Libérer l'argent de l'inflation et des taux d'intérêts, *VIVEZ SOLEIL*

Liettaer B. (Janvier 2000) *L'argent du Millenium et l'Abondance durable* (Millenium Money - Sustainable Abundance) in Global Ecovillage Network

Liettaer B. (2001), *Le mystère de l'argent*

Maris B. (2003) *Antimanuel d'économie*

Méda D., (1997) *Qu'est-ce que la richesse ?* Flammarion, collection Champs

Plassard F., *Le temps choisi*, Editions CL Mayer

Ray P. et Anderson S.R. (1998) *L'émergence des Créatifs Culturels*, éditions le Souffle d'Or

Servet J.-M. (décembre 1998 - janvier 1999) « Exclusion et monnaies locales » *Économie et Humanisme*

Viveret P. (2003) *Reconsidérer la richesse*, éditions de l'Aube

**FILMS DOCUMENTAIRES:**

Carles P. (2003), *Attention, danger travail*, CP Productions

Carles P. (2007) *Volém rien foutre al païs*, CP Productions

Gaillard V. et J. Polidor (2006) *La double face de la monnaie*, Productions TINA FILMS et la Mare aux canards, <http://lamare.org>

Poliquin C. et I. Isitan (2003) *L'argent* Productions ISCA

Warring M. *Who's counting? (Sexe, mensonges et mondialisation)*

L'ESS face à ses responsabilités

WEBLIOGRAPHIE sur les monnaies complémentaires et les SEL

<http://money.socioeco.org/> (site du chantier monnaies sociales de l'Alliance 21)

<http://www.appropriate-economics.org/>

<http://www.strohalm.org/>

<http://www.chiemgauer.infos/>

<http://www.selidaire.org/>

<http://www.monnetta.org/>

<http://www.complementarycurrency.org/>

<http://www.roland-regional.de>

<http://www.ithacahours.org/>

<http://www.ithacahours.com>